

LE MONDE D'APRES N'AURA PAS LIEU ?

On nous le prédisait meilleur et rêveurs nous l'imaginions déjà fait de circuits courts, de relocalisations, de consommation responsable voire même de classes moins surchargées ... bref d'un Monde un peu plus à la hauteur de nos ambitions. Mais à l'heure de cette rentrée 20/21, nous

avons de quoi ressentir des hauts le cœur face à la réalité des politiques mises en place, politiques libérales qui avancent sans masques.

Quid de ce monde plus humain, plus juste, plus respectueux de l'environnement, moins financier, moins consumériste, bref plus désirable ?

Quid de cette école plus égalitaire et plus émancipatrice à l'heure où sa déclinaison à distance semble avoir largement montré ses limites ?

C'était en mai dernier, il y a une éternité, un siècle, trois mois. Des promesses hors sol, puisque depuis le Monde d'après ressemble énormément à celui d'hier, en pire.

Consommation co-responsable à l'heure où les ventes de certains hypermarchés s'envolent ? Remise en question du capitalisme financier lorsqu'il s'agit toujours de récupérer ses dividendes, lorsqu'on voit la famille Mulliez racheter une de ses enseignes allégées de mille emplois (merci Patron) ?

Un monde plus écoresponsable lorsque l'annonce de la fonte de la calotte glaciaire au Groenland venant d'atteindre un point de non-retour s'apprend dans une glaciaire indifférence et lorsque la Ministre de la transition écologique française autorise de nouveau l'emploi d'un insecticide écocide ?

Un monde du travail plus juste avec une reconnaissance du travail premiers de corvée lors du premier épisode de la pandémie lorsqu'on sanctionne un inspecteur du travail souhaitant les protéger, lorsqu'on remet de nouveau en question leur retraite et leur temps de travail, lorsqu'on leur demande de nouveau de travailler plus en gagnant moins ?

Une école de demain plus émancipatrice lorsqu'on livre ses enseignant.es à des campagnes de dénigrement post-Covid ou lorsqu'on livre ses plateformes de travail à Microsoft et autre Google et lorsqu'on maintient ses personnels dans l'ignorance de protocoles impréparés ?

Face à ce premier état des lieux de la crise sanitaire, vingt organisations associatives et syndicales ont publié un plan de sortie de crise* décliné en trente-quatre mesures afin de faire « faire la démonstration qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables, à condition que les moyens politiques soient mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement. »

S'agissant de l'école de demain, au SUNDEP Solidaires nous pensons que ce combat ne peut pas faire l'impasse sur la nécessité de profonds changements sociaux : lutte pour une meilleure répartition des richesses, lutte contre la hiérarchie excessive des salaires, lutte contre les discriminations, lutte contre la ghettoïsation des populations défavorisées...

C'est pourquoi le SUNDEP Solidaires revendique la création d'un service public unique et rénové de l'éducation.

Le SUNDEP Solidaires constate toujours l'absence de réflexion des forces politiques de notre pays sur ce sujet. Il continuera de porter cette revendication des personnels et sa revendication de justice sociale pour les élèves. A cette revendication correspond un statut protecteur et garant d'indépendance professionnelle pour l'ensemble des personnels : celui de la fonction publique.

* <https://solidaires.org/Plus-Jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>